

CONFLUENCES ET INFLUENCES : DEUX SIÈCLES DE SYNDICALISME CANADIEN

Universität des Saarlandes, 31 janvier 2017

INTRODUCTION

- Aperçu du syndicalisme canadien
- Perspective diachronique – historiographie années 70-80 – New Labour History (Kealy, Palmer)
- – principaux développements – continuités et ruptures
- Syndicats de métier vs syndicats industriels
- Influences étrangères : anglaise – américaine
- La distinction québécoise



Éléments contextuels

- Statut : 1763-1867 : colonies britanniques de plus en plus autonomes – 1867 : nation
- Institutions et traditions politiques anglaises – parlementarisme – bipartisme
- Fédération
- Population – 1800 : 500,000 – 1900 : 5 millions – 2017 : 35 millions
- Majorité anglophone, minorité francophone concentrée au Québec

Débuts

- Début 19^e s. : Population de fermiers, pêcheurs et artisans – Villes commerciales – timide industrialisation - Construction de canaux puis de chemins de fer
- Années 1820-1840 : grèves quasi spontanées – ports – chantiers de construction – rarement effets durables – leaders souvent immigrants (irlandais) – associations ouvrières - peu d'ampleur - pas durables

Les premiers syndicats permanents

- Milieu 19^e s. : intensification d'industrialisation – mécanisation -déqualification des artisans
- Syndicats permanents – corps de métier –ouvriers qualifiés - membres ont parfois travaillé aux Etats-Unis
- Réactions hostiles des employeurs : listes noires, intervention des soldats, appui de l'État
- Cadre légal : pas de lois interdisant syndicats mais peuvent être poursuivis pour enfreinte à la Liberté de commerce

Ligue des neuf heures

- Luites syndicales anglaises et américaines
- 1872 : Sud de l'Ontario – première action d'ampleur dans tout le sud de l'Ontario – grève sans succès en raison de vigueur d'opposition des employeurs
- Première centrale –syndicats de métier : Canadian Labour Union : centrée à Toronto, peu d'influence
- Gouv. conservateur : 1872 – Loi des syndicats modelée sur législation anglaise (1871) – ne peut être poursuivi

Les Chevaliers du travail

- 1869 : Philadelphie – Canada vers 1875-80
- 1887 : 12,000 - surtout Ontario et Québec
- Syndicalisme industriel - Ouverture à tous les ouvriers, ouvrières (quelques assemblées féminines) et à leurs amis - Section francophones et anglophone à Montréal – exclusion et attaques contre travailleurs asiatiques en CB
- Persuasion morale – négociation - réglementation gouvernementale - Grève : dernier recours
- Approche globale : coopératives de producteurs et de consommateurs
- Politique municipale – à l'origine des premiers partis ouvriers indépendants – Commission royale d'enquête (1889)

La naissance du CMT

- Besoin de centrales syndicales fortes
- Années 1870, organisées sur une base locale – incapables d’influencer gouvernements provinciaux et fédéral
- Milieu des années 70 – Canadian Labour Union – influence à Toronto seulement
- 1886 : fondation du Congrès des métiers et travail du Canada (CMT) – Chevaliers y jouent un rôle déterminant

Le déclin des Chevaliers

- Opposition d'employeurs, gouvernements, une partie de la presse
- Église catholique : de la condamnation (1884) à la tolérance (années 1890)
- Lutte avec syndicats de métier sous influence américaine – 1902 : expulsés du CMT

Les syndicats internationaux

- 1886 : EU : American Federation of Labor – Samuel Gompers
- *Bread and Butter Unionism* – dépolitiser syndicats – but : améliorer le sort des travailleurs - pas changer la société
- Professionalisation – organisateurs – Conventions collectives – Grèves en dernier recours - Ouvriers qualifiés – hommes – blancs
- Prospérité -1897-98 : AFL suit les grandes compagnies au Canada - 116000 en 1912 – 242 grèves impliquant 43000 ouvriers – domine CMT – priorité aux syndicats internationaux
- Dépression de 1913 : milliers de travailleurs perdent leur emploi

Les Travailleurs industriels du monde

- 1905 : Chicago – Wobblies – socialiste – Big Bill Haywood
- Colombie-Britannique – Ouest de l'Alberta – mineurs – bûcherons – souvent itinérants
- Immigrants – documentation en 16 langues (y compris chinois et japonais)
- Grève comme moyen le plus efficace d'action ouvrière – 1912 – travailleurs ferroviaires CB – opposition violente du gouvernement provincial
- Dépression de 1913 – fermeture des camps – dispersion des travailleurs
- Affaiblissement des Wobblies

Mouvement syndical québécois

- Syndicats nationaux – 30 % de syndiqués québécois – chaussure, construction, textile (surtout ville de Québec et petits centres industriels) – Montréal dominé par syndicats internationaux
- Québec : Canadiennes françaises d'industrie du textile forment un syndicat – grève en 1907
- Même chose chez travailleuses juives de l'industrie du vêtement à Montréal, Toronto et Hamilton
- Pas de succès durable

Réactions

- 1911 : 10 % de la main-d'œuvre active
- Associations d'employeurs – rhétorique individualiste et anti-étrangère – promotion d'immigration
- Briseurs de grève
- Gouvernement fédéral : approche scientifique – comprendre relations industrielles - William Lyon Mackenzie King – Industrial Disputes Investigation Act (1907) – création de Ministère du travail – arbitrage gouvernemental dans conflits – pas d'obligation – succès mitigé

Politique

- Deux grands partis politiques : conservateurs et libéraux courtisent ouvriers – présentent candidats provenant du milieu syndical ou appuient discrètement candidats travaillistes
- Petits partis travaillistes – surtout sur la scène municipale – trois élus au Parlement canadien – passent au Parti libéral après leur élection
- Partis socialistes – chrétiens vs marxistes

Première Guerre

- Collaboration de divers syndicats de métier au sein d'une industrie –conseils syndicaux conjoints pour négociation et-ou grève
- Certaines villes : conseil des métiers locaux
- Travailleurs du secteur public : policiers, pompiers, enseignants, etc.
- Leaders plus radicaux - socialistes
- 1918 : Loi fédérale interdisant plusieurs organisations et journaux progressistes

La révolte ouvrière de 1919

- 1916 : 168 grèves – 27000 grévistes -1919 : 428 grèves - 150000 grévistes
- Centre : syndicats locaux
- Ouest : 13 mars : Création du One Big Union – syndicat révolutionnaire – appui à la Révolution bolchevique - grève générale
- référendum – retrait du CMT jugé trop timoré
- OBU : Revendications : reconnaissance syndicale – semaine de six heures, augmentations de salaire
- OBU à Amherst (Nouvelle-Écosse) – grève générale contre tous les employeurs de la ville
- 1919-1920 : Députés travaillistes élus lors de scrutins provinciaux, surtout dans l'Ouest
- Dépression de 1920 – chômage - met fin à l'agitation

La grève générale de Winnipeg

- 11h. 15 mai 1919 – grève générale de 25000-35000 travailleurs de Winnipeg (incluant policiers et pompiers) – ville paralysée – six semaines –
- Berceau de militantisme (lutte des classes) – *Ville des injonctions*
- Refus de négociation des employeurs du secteur de construction et de métallurgie -vote d'appui massif
- Création du Citizens Committee of 1000
- Grèves de solidarité dans 20 autres villes
- Gouvernement fédéral prend parti des employeurs
- 21 juin : Bloody Saturday - manifestation massive – Répression
26 juin : chefs mettent fin à la grève

Les syndicats catholiques

- 1901: premier syndicat catholique ;1921 : Création de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada au Québec pour lutter contre *internationaux* – catholicisme social
- Remplacent syndicats nationaux – handicapés par leurs intérêts moraux et leur désir de paix sociale – ne percent pas à Montréal dominée par *internationaux*
- Devient militante dans années 30 sous le leadership d'Alfred Charpentier
- 1937 : grève de 10000 ouvriers contre Dominion Textile, une des plus grosses compagnies du Québec
- Gouvernement provincial passe une des lois les plus répressives du Canada

Le recul de l'entre-guerres

- Chômage, pauvreté, misère
- Luites syndicales défensives – empêcher réduction des salaires
- CMT concurrencé et même dépassé par de nouvelles organisations
- 1929 : Ligue d'unité ouvrière créée par le Parti communiste du Canada- organise chômeurs – 40000 - active surtout parmi ouvriers industriels et mineurs d'Ontario – démantelée en 1935 – Appel de l'Internationale pour que les ouvriers rejoignent CMT

Le CIO

- 1935 – EU – Dissidents d'American Federation of Labour
- Committee for Industrial Organizing – répandre la pratique du syndicalisme industriel – succès rapide
- Peu d'ingérence des dirigeants américains
- 1937 – Canada – bûcherons de CB – ouvrières du vêtement de Montréal – métallurgistes du Cap Breton – industries du sud de l'Ontario – première grande victoire : grève de 4000 employés - Usine de General Motors d'Oshawa

Congrès canadien du travail (CCT)

- 1939 : CMT, sous la pression des syndicats de métier affiliés à AFL, expulse syndicats affiliés à CIO – création du CCT
- Scission affaiblit le mouvement syndical
- Fragilité des liens entre syndicats canadiens-anglais et syndicats québécois

La Fédération du Commonwealth coopératif (FCC)

- 1933 – solution de rechange au Parti communiste – éradication du capitalisme par réforme graduelle – socialisme parlementaire à l'anglaise – inspiration chrétienne - influence d'anciens politiciens travaillistes – J. S. Woodsworth – peu de succès chez ouvriers – davantage chez fermiers de l'Ouest
- Années 40 : influence sur gouvernements provinciaux

La Deuxième Guerre mondiale

- Se divisent entre deux grandes centrales = CMT :
35600 – CTC : 314000
- Contrairement à l'Angleterre et aux EU, gouv. n'invite pas centrales syndicales à participer aux prises de décision – pas de promesse de non débrayage
- 1943 : plus de grèves qu'en 1919 – violentes à plusieurs endroits
- Gouv. – neutralité – a besoin de l'apport ouvrier pour effort de guerre : opinion publique plus favorable aux syndicats

Un point tournant

- 1944 : décret provisoire (C.P. 1003) pour forcer employeurs à reconnaître syndicats formés démocratiquement
- 1946 : Grève chez Ford (Windsor) : juge Ivan Rand : tous les travailleurs dans une unité de production bénéficient des acquis syndicaux – doivent donc payer cotisations
- Décret transformé en Loi sur les relations ouvrières
- Lois provinciales semblables
- 1949 – 1 million – 30 % des travailleurs
- Prospérité des syndicats – Bureaucratisation

Fusion CMT-CTC

- Collaboration pendant la guerre – campagnes de maraudage coûteuses et nocives pour mouvement syndical – fusion d’AFL-CIO aux EU (1955)
- 1955 : fusion CMT-CTC sous le nom du 2^e
- Syndicats catholiques du Québec font toujours bande à part
- Alliances avec secteur coopératif – campagnes pour progrès social – acteur majeur
- 1961 : création du Nouveau Parti démocratique (NPD) – parti travailliste : plein emploi – régime universel de santé – appui officiel des syndicats – majorité de syndiqués ne vote pas pour lui

Transformations d'après-guerre

- Plus de femmes sur le marché du travail – 1970 : 42 % de population active – plus de positions de leadership dans mouvement syndical – souvent opposition des hommes – nouveaux enjeux : salaire égal, congés de maternité, garderies, harcèlement sexuel, etc.
- Croissance de fonction publique – Gouvernements résistent à accorder droit de négociation collective et de grève – 1967 : Loi sur les relations industrielles dans la fonction publique – mouvement massif de syndicalisation
- 1970 : 2 millions – tiers de main-d'œuvre active

La situation vers 1980

- 1975 : inflation - gouv. de Pierre-Elliott Trudeau – Loi sur le contrôle des prix et des salaires – limite augmentations de salaire – Gouv. provinciaux font pareil, y compris trois gouvernements du NPD
- 14 octobre 1976 : journée de protestation nationale organisée par CTC – pas beaucoup de résultats
- 3 millions, 40 % des travailleurs
- Syndicats internationaux : 1910 : 90 % - 1960 : 75 % – internationaux - 1990 : 40 %

Le Québec syndical

- Développements plus lents en raison du gouvernement de Maurice Duplessis – répression violente de grève de l'amiante (1949)
- 1960 : Révolution tranquille – Fédération des travailleurs du Québec (1957) - 40 % des syndiqués - affiliée à la CTC mais grande autonomie Confédération des syndicats nationaux (30 %) – héritière des syndicats catholiques – déconfessionalisée au début des années 60 - Corporation des enseignants du Québec
- Les 3 à tendance socialiste et indépendantiste -1972 : Front commun pour négocier avec État québécois – plus importante grève de l'histoire du Canada : 250000 - manifestations, violence, emprisonnements - Repliement sur elles-mêmes – retour des rivalités – campagnes violentes de maraudage – appui au PQ (1976)

Vers le 21^e siècle

- Ressac antisyndical dans l'opinion publique
- Désengagement et désinvestissement de l'État - lois défavorables au mouvement syndical
- Réduction des effectifs syndicaux à partir de 1990
- Situation pire aux Etats-Unis - syndicats internationaux prennent leurs distance – plus grande autonomie

Épilogue

- Accords de libre-échange Canada-États-Unis (1988) et nord-américain (1994) – Compagnies américaines intéressées par ressources naturelles et industries canadiennes
- Création d'emploi – mais esprit et tactiques pour affaiblir syndicats
- Charte canadienne des droits et libertés (1982) : droits individuels – interprétés par juges comme le droit de *disassociation*